

## Communiqué

**Sherbrooke, le vendredi 5 avril 2019** - L'exécutif du SPECS-CSN prend acte de la réponse du conseil d'administration du Cégep de Sherbrooke à la demande de son assemblée générale exigeant la démission ou le licenciement de la directrice générale, Mme Marie-France Bélanger. La décision du conseil d'administration de ne pas donner suite à cette demande sera transmise aux membres du SPECS-CSN afin qu'elles et ils puissent l'évaluer.

L'exécutif du SPECS-CSN s'objecte fortement à l'analyse faite par la direction des études quant à l'impact des compressions budgétaires à l'enveloppe de l'enseignement pour l'année 2019-2020. S'il faut croire M. Éric Gagné, le directeur des études, le retrait de la ressource permettant d'engager l'équivalent de 8 enseignantes et enseignants à temps complet (8 ETC) pourrait se faire alors que « les services pédagogiques offerts aux étudiantes et aux étudiants ne seront nullement affectés (...) » Devons-nous comprendre que l'élimination des projets d'innovation pédagogiques, de l'aide à la recherches pédagogiques, des ressources permettant des projets liés aux arts, à la danse à la musique affectent nullement les services pédagogiques ? De même, que la diminution des ressources pour la révision et l'actualisation des programmes d'étude est sans effet pour les étudiantes et les étudiants qui s'inscrivent dans les programmes d'études du cégep ? Finalement, que la réduction de la libération globale pour la coordination de département, instance où les enseignantes et les enseignants élaborent les plans de cours et discutent de pédagogie disciplinaire, est sans conséquence pour la population étudiante et pour la qualité des apprentissages et de l'enseignement qui sont à la base même de la mission du cégep ? C'est faux ! Penser cela dénote, au mieux, une malheureuse manière de s'exprimer, au pire, une incompréhension du travail fait par les enseignantes et les enseignants du Cégep de Sherbrooke.

Il est important de mettre en contexte la position des enseignantes et des enseignants du Cégep de Sherbrooke qui fut prise démocratiquement et selon les statuts du SPECS-CSN lors de l'assemblée générale du 1<sup>er</sup> avril 2019. Le Cégep de Sherbrooke s'est vu imposer des coupes draconiennes totalisant tout près de 4 000 000 \$ au cours des dernières années. Le Cégep subit également les conséquences délétères d'un modèle de financement qui n'est pas adapté à sa réalité de collège en région ayant de nombreux programmes et dont l'aménagement physique entraîne des coûts supplémentaires.

L'assemblée générale du SPECS-CSN a voulu envoyer un message fort lundi dernier. Les enseignantes et les enseignants n'acceptent plus des coupes qui nuisent à leur capacité d'accomplir pleinement leur mission : l'enseignement. Alors que le gouvernement a des surplus importants et qu'il annonce un réinvestissement, est-ce vraiment nécessaire localement de diminuer de 8 ETC les ressources allouées à l'enseignement pour résorber une dette qui est le résultat d'un modèle de financement inadéquat ? Est-il possible pour notre direction et le conseil d'administration d'attendre le réinvestissement annoncé pour la fin du printemps plutôt que de sabrer dans les ressources enseignantes dès maintenant et de fragiliser un peu plus la qualité de l'enseignement à laquelle les étudiants et les étudiantes ont droit ? Les membres du SPECS-CSN persistent à croire que c'est possible et essentiel pour que la mission du Cégep puisse être réalisée.



Steve McKay  
Président